

Burundi : Mobilisation des hautes autorités à l'occasion de la Journée de l'arbre

PANA, 16 décembre 2017 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza (photo), a choisi samedi, l'Institut supérieur des cadres militaires (Iscam) de Bujumbura pour rehausser de sa présence, les célébrations de la Journée nationale de l'arbre, pendant que d'autres hautes autorités encadraient la population dans différentes provinces de l'intérieur du pays, pour la même occasion.

Au Burundi, la Journée de l'arbre est célébrée depuis 1979, sans que le taux estimé de couverture forestière nationale excède aujourd'hui encore les 17%, soit une superficie boisée de 467.697 hectares. Les objectifs avoués, à commencer par la lutte contre la déforestation du bois, la dégradation des forêts, des terres et de l'environnement. A l'occasion de la Journée de l'arbre, le chef de l'Etat burundais a marqué un intérêt particulier pour les arbres fruitiers, «source d'énergie et de nourriture dont les militaires ont particulièrement besoin, a-t-il dit. L'Institut supérieur des cadres militaires a, de surcroît, un programme commun avec la Présidence de la République, visant à planter au moins 21 millions d'arbustes sur les sept prochaines années, a-t-il justifié le choix du lieu. Le ministre burundais de l'Environnement, Celestin Ndayizeye, pour sa part, a signalé à Makamba, plus au Sud du pays, pour la même activité qui a été placée, cette année, sous le thème "Préparons les forêts, protégeons les sources d'énergie". L'objectif de son ministère est de reboiser 12.000 hectares d'ici l'année 2030, pour réduire au moins 23%, le taux d'émission de gaz à effet de serre, à l'origine du changement climatique qui n'épargne pas son pays, ces derniers temps, et se traduit par des périodes de sécheresse alternant avec des inondations. De l'avis général des environnementalistes à Bujumbura, cette bonne volonté politique se heurte néanmoins à bien d'autres réalités burundaises, notamment l'exiguïté des terres, la dégradation galopante de la brousse pastorale, le défrichement des fins agricoles, le surpâturage, la surexploitation des ressources forestières, l'introduction des espèces forestières non natives et l'appauvrissement du patrimoine génétique forestier. Concernant l'environnement humain, le Burundi est caractérisé par une population de plus de 11 millions d'habitants, une superficie de 27.834 kilomètres carrés, avec une densité moyenne de 289 habitants/km² pouvant atteindre 650 habitants/km², par endroits, ce qui en fait l'une des plus élevées d'Afrique. D'autre part, les guerres civiles qui ont éclaté depuis les années 1990, ont contribué à la destruction de plus de 30% des forêts artificielles, et plus de 14% des forêts naturelles, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 2010, un rapport du Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état des forêts dans le monde, indiquait que les forêts naturelles du Burundi couvraient environ 103.000 hectares, soit 3,70% du territoire national par rapport à la superficie totale du Pays. Les forêts artificielles, quant à elles, couvraient 69.000 hectares, soit 2,47% du territoire national, ce qui donne une couverture totale de 6,17%. Au niveau socio-économique, le bilan énergétique national (MINEM, 2016) indique que le bois est sollicité pour satisfaire 97% des besoins énergétiques du pays. Par ailleurs, la même source indique que le bois contribue à 2% pour la formation du Produit intérieur brut (PIB) et à 6% pour l'offre d'emplois. En outre, de ces besoins, les forêts burundaises sont sollicitées pour fournir de la matière ligneuse aux usages divers, comme le bois de service, le bois d'œuvre et d'autres produits non ligneux, notamment la viande, le cuir, les fruits, le miel, les champignons, la cire, le fourrage pour le bétail ou encore les médicaments, lit-on dans le même bilan énergétique national 2016.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});